ASSEMBLÉE NATIONALE

19 mai 2025

RELATIVE À LA RAISON IMPÉRATIVE D'INTÉRÊT PUBLIC MAJEUR DE LA LIAISON
AUTOROUTIÈRE ENTRE CASTRES ET TOULOUSE - (N° 1435)

Tombé

AMENDEMENT

N° CD33

présenté par

Mme Arrighi, M. Amirshahi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky, Mme Belluco, M. Ben Cheikh,
M. Biteau, M. Arnaud Bonnet, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi,
M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu,
M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, M. Peytavie,
Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin, Mme Sas,
Mme Sebaihi, Mme Simonnet, Mme Taillé-Polian, M. Tavernier, M. Thierry et Mme Voynet

ARTICLE UNIQUE

À l'alinéa unique, substituer aux mots :

« en tant qu'ils reconnaissent une raison impérative d'intérêt public majeur au sens du c du 4° du I
de l'article L. 411-2 du code de l'environnement au »

les mots :

« pris pour la réalisation du ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à marquer explicitement l'impossibilité pour le législateur de rétablir la légalité d'un acte administratif annulé, en particulier lorsque la décision de justice est en cours de réexamen par les juridictions administratives de niveau supérieur. Elle rappelle que le législateur ne peut intervenir dans une instance en cours sans porter atteinte à l'article 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen.

La rédaction proposée autour de la raison impérative d'intérêt public majeur (RIIPM) permet de repositionner le débat sur l'ensemble du processus de validation administrative. La tentative de validation législative ne se limite pas à une erreur technique, mais pose une question de principe sur l'usage du pouvoir normatif pour faire échec à un contrôle juridictionnel.

Cet amendement affirme que le Parlement ne peut s'ériger en autorité de substitution au juge administratif pour contourner une annulation en cours d'examen par la juridiction d'appel. Il s'agit

ainsi de préserver l'État de droit, le respect du droit au recours effectif et les garanties environnementales à valeur constitutionnelle.